

REPUBLIQUE FRANCAISE
PREFECTURE DE LA CHARENTE
16017 ANGOULEME CEDEX

3ème Direction - 5ème Bureau

ARRETE

autorisant la S.A. Moteurs LEROY-SOMER, siège social Boulevard
Marcellin Leroy - 16015 ANGOULEME CEDEX à poursuivre l'exploitation
d'une unité de fabrication de moteurs électriques située
à GOND-PONTOUVRE (Z.I. n° 3)

LE PREFET DE LA CHARENTE,
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR,

VU la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux
installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et
libertés des communes, des départements et des régions ;

VU la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau ;

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour
l'application de la loi du 19 juillet 1976 susvisée ;

VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs
des préfets et à l'action des services et organismes publics de
l'Etat dans les départements ;

VU le récépissé de déclaration délivré le 19 novembre 1969 à M. le
directeur des établissements LEROY-SOMER, Bld Marcellin Leroy à
ANGOULEME pour l'installation d'un dépôt d'acétylène dissous,
oxygène argon, azote, huiles, peintures et xylène sur la zone
industrielle de GOND-PONTOUVRE ;

VU le récépissé de déclaration délivré le 27 janvier 1970 à M. le
directeur des établissements LEROY-SOMER, Bld Marcellin Leroy à
ANGOULEME pour l'installation de quatre cuves enfouies d'une
contenance totale de 225 000 litres de fuel oil domestique sur la
zone industrielle de GOND-PONTOUVRE ;

VU le récépissé de déclaration délivré le 1er juin 1973 à la S.A.
LEROY-SOMER à ANGOULEME, pour l'exploitation d'un dépôt d'hydrogène
et d'argon à GOND-PONTOUVRE ;

VU le récépissé de déclaration délivré le 21 décembre 1973 à M. le
directeur des Moteurs LEROY-SOMER, Bld Marcellin Leroy à ANGOULEME
pour l'installation d'un dépôt d'hydrogène au GOND-PONTOUVRE ;

.../...

VU le récépissé de déclaration délivré le 18 novembre 1980 à M. le directeur général des établissements LEROY-SOMER, Bld Marcellin Leroy à ANGOULEME pour une installation d'application et de séchage de peintures à base de liquides inflammables de la première catégorie, à l'unité de production de la zone industrielle n°3 à GOND-PONTOUVRE ;

VU la demande formulée le 28 décembre 1992 et complétée les 1er février et 7 avril 1993 par la société Moteurs LEROY-SOMER, siège social Bld Marcellin Leroy à ANGOULEME, à l'effet d'être autorisée à poursuivre l'exploitation de son unité de fabrication de moteurs électriques implantée sur le territoire de la commune de GOND-PONTOUVRE ;

VU les plans et documents joints à la demande d'autorisation ;

VU les pièces de l'enquête publique à laquelle cette demande a été soumise du 15 juin au 15 juillet 1993 ;

VU l'arrêté préfectoral de prorogation du 5 octobre 1993 accordant un délai supplémentaire de six mois à compter du 16 octobre 1993 pour l'instruction de la demande présentée par la S.A. Moteurs LEROY-SOMER ;

VU l'arrêté préfectoral de prorogation du 1er avril 1994 accordant un délai supplémentaire de six mois à compter du 16 avril 1994 pour l'instruction de la demande présentée par la S.A. Moteurs LEROY-SOMER ;

VU l'arrêté préfectoral de prorogation du 3 octobre 1994 accordant un délai supplémentaire de six mois à compter du 16 octobre 1994 pour l'instruction de la demande présentée par la S.A. Moteurs LEROY-SOMER ;

VU les avis des services concernés ;

VU les avis des conseils municipaux d'ANGOULEME, CHAMPNIERS, GOND-PONTOUVRE, L'ISLE D'ESPAGNAC, RUELE-SUR-TOUVRE, SAINT-YRIEIX-SUR-CHARENTE et SOYAUX ;

VU les rapport et avis de l'inspecteur des installations classées en date du 18 octobre 1994 ;

VU l'avis du directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement en date du 14 novembre 1994 ;

.../...

VU l'avis émis par le conseil départemental d'hygiène dans sa séance du 15 décembre 1994 ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture,

A R R E T E

ARTICLE 1er : La société Moteurs LEROY-SOMER est autorisée à poursuivre l'exploitation, aux conditions du présent arrêté, sur le territoire de la commune de GOND-PONTOUVRE (Z.I. n°3) de son unité de fabrication de moteurs électriques comportant les installations suivantes :

NUMERO NOMENCLATURE	ACTIVITES	CAPACITE	CLASSEMENT
120 I B.1	Procédés de chauffage employant comme transmetteurs de chaleur des fluides constitués par des corps organiques combustibles, ces liquides étant utilisés soit en circuit fermé, soit comme simple bain. La température d'utilisation étant supérieure au point de feu des fluides. Les échangeurs sont situés dans un local indépendant du générateur. La quantité de fluide chaud circulant dans l'installation, mesurée à une température ordinaire étant supérieure à 1000 l.	3 000 l	A
167.C	Installation d'élimination de déchets industriels provenant d'installations classées - traitement ou incinération.		A
405.B.1a	Application à froid sur support quelconque des vernis, peintures, à l'exclusion de vernis gras. Les vernis étant à base d'alcools ou de liquides inflammables de la première catégorie. L'application étant faite par pulvérisation. La quantité de vernis utilisée journalièrement pouvant, même exceptionnellement dépasser 25 l.	130 kg/j	A

406 1b	<p>Cuisson ou séchage des vernis, peintures à l'exclusion de vernis gras appliqués sur supports quelconques. Les vernis, peintures étant à base de solvants ou de diluants formés d'alcools ou de liquides inflammables de la 1ère catégorie.</p> <p>Le séchage étant effectué dans une enceinte (étuve tunnel, cabine, etc) dont la température ambiante dépasse 80 °C.</p>	T 90° C ou 160° C	A
2552.1	Fonderies de métaux et alliages non ferreux. La capacité de production étant supérieure à 2 t/j.	15 t/j	A
2560.1	Travail mécanique des métaux et alliages. La puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 500 kW.	1400 kW	A
2565.2 a	Traitements chimiques des métaux pour le dégraissage lorsque le volume des cuves de traitement est supérieur à 1 500 l.	2 000 l	A
253 C	Dépôt de liquides inflammables de la 2ème catégorie (fuel) enterrés en fosse.	240 m3	D
361 B.2	Installation de compression d'air fonctionnant à des pressions manométriques supérieures à 1 bar, si la puissance absorbée est supérieure à 50 kW mais inférieure ou égale à 500 kW.	400 kW	D
1418.3	Stockage ou emploi de l'acétylène. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 100 kg, mais inférieure à 1 t.	117 kg	D
2561	Trempe, recuit ou revenu des métaux et alliages.		D
2575	Emploi de matières abrasives telles que sable, corindon, grenailles métalliques etc... sur un matériau quelconque, pour gravure, dépolissage, décapage, grainage, etc... La puissance installée des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 20kW.	140 kW	D

2925	Ateliers de charge d'accumulateurs. La puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 10 kW.	150 kW	D
------	--	--------	---

ARTICLE 2 : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

1- Les installations seront implantées, réalisées et exploitées conformément aux prescriptions du présent arrêté et au dossier fourni par la Société MOTEURS LEROY-SOMER pour ce qui n'y est pas contraire.

Tout projet de modification des installations, de leur mode d'utilisation ou de leur voisinage de nature à entraîner un changement notable de la situation existante devra être porté, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet, avec tous les éléments d'appréciation.

2- Prévention de la pollution atmosphérique :

2.1. Il est interdit d'émettre dans l'atmosphère des fumées épaisses, des buées, des suies, des poussières ou des gaz odorants toxiques ou corrosifs susceptibles de présenter des dangers ou des inconvénients soit pour la commodité du voisinage, soit pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, soit pour l'agriculture, soit pour la protection de la nature et de l'environnement, soit pour la conservation des sites et des monuments.

L'inspection des installations classées pourra demander que des contrôles des émissions et des retombées de gaz, poussières et fumées soient effectués par des organismes compétents aux frais de l'exploitant.

La mise en place d'appareils automatiques de surveillance et de contrôles pourra également être demandée dans les mêmes conditions.

2.2. L'exploitant fera chaque année un bilan des quantités de composés organiques volatils rejetés à l'atmosphère au niveau des applications de peinture et des imprégnations de vernis. Ce bilan pourra se faire à partir des matières premières utilisées et de leurs teneurs en solvants.

2.3. L'exploitant devra engager une démarche pour mettre en place une technologie visant à réduire les quantités de composés organiques volatils rejetés à l'atmosphère et ramener leur concentration dans les gaz rejetés, au niveau des secteurs peintures et imprégnations, dans les conditions optimales d'extraction, à des valeurs inférieures à 150 mg/Nm³.

2.4. Chaque année, des vérifications des débits rejetés seront effectuées sur chaque unité ou groupe d'unité. Des campagnes de mesures seront organisées de manière à suivre l'évolution des concentrations en composés organiques volatils rejetés des secteurs peintures et vernis.

2.5. L'incinérateur de résidus de vernis doit être doté d'un dispositif permettant de vérifier que la température de l'ensemble des gaz entrant dans la chambre de post combustion soit portée pendant au moins deux secondes à une température supérieure à 900°C.

Les gaz en provenance de cette unité et rejetés à l'atmosphère ne devront pas contenir plus de :

- 100 mg/Nm³ de poussières ;
- 50 mg/Nm³ d'imbrûlés (exprimés en carbone total)

Le débit d'effluent sera limité à 1 000 Nm³/h.

Chaque année, ce rejet fera l'objet d'une campagne de mesure par un organisme dont le choix sera soumis à l'approbation de l'inspecteur des installations classées. Ce contrôle portera au moins sur les paramètres débit, température, poussières et imbrûlés.

2.6. Chaque année, l'exploitant adressera à l'inspecteur des installations classées un document de synthèse présentant les résultats des démarches réalisées en application des dispositions des paragraphes 2.2. à 2.5 ci-dessus avec tous les commentaires qu'ils suscitent.

3- Prévention de la pollution des eaux :

3.1. Pollution en continu

3.1.1. - Les caractéristiques des eaux résiduaires rejetées devront permettre au milieu récepteur de satisfaire les objectifs de qualité qui lui sont assignés.

Le rejet direct ou indirect dans une nappe souterraine d'eaux résiduaires même traitées est interdit.

3.1.2. - Le déversement des eaux résiduaires dans un ouvrage collectif ne devra pas nuire à la conservation et à la gestion de cet ouvrage. Ce déversement est soumis à l'autorisation de l'autorité propriétaire de l'ouvrage. Aucun effluent ne pourra être rejeté dans le réseau collectif à compter du 1er janvier 1995 sans avoir obtenu cet accord, lequel sera basé sur l'aptitude de la station d'épuration à traiter les effluents de l'établissement.

3.1.3.- A compter de cette date, la pollution déversée par l'ensemble des rejets d'origine industrielle devra respecter les valeurs fixées par le gestionnaire de l'ouvrage collectif sans toutefois excéder les valeurs suivantes :

Indices de pollution	Concentration (mg/l)
M.E.S.T. (Norme NF/T 90.105)	< 600
D.B.O.5. (Norme NF/T 90.103)	< 800
D.C.O. (Norme NF/T 90.101)	< 2000
H.C. (Norme NF/T 90.203)	< 10

3.1.4. - Le débit total des effluents sera limité : 500 m³/an.

3.1.5. - La température des effluents sera inférieure à 30° C

3.1.6. - Le pH des effluents sera compris entre 5,5 et 8,5.

3.1.7.- Les eaux de refroidissement des circuits de réfrigération seront entièrement recyclées à compter du 1er janvier 1997.

3.2. Pollutions accidentelles

3.2.1. - Toutes dispositions seront prises, notamment par aménagement des sols des ateliers, en vue de collecter et de retenir toute fuite, épanchement ou débordement afin que ces fuites ne puissent gagner le milieu naturel.

3.2.2.- Les opérations périodiques ou exceptionnelles de nettoyage des divers circuits et capacité de l'usine (notamment au cours des arrêts annuels d'entretien) devront être conduites de manière à ce que les dépôts, fonds de bac, déchets divers, etc. ne puissent gagner directement le milieu récepteur ni être abandonnés sur le sol.

3.2.3. - Les matières provenant des fuites ou des opérations nettoyage, pourront, selon leur nature :

- soit être réintroduites dans les circuits de fabrication;
- soit être mises dans une décharge autorisée admettant ce type de produit;
- soit être confiées à une entreprise spécialisée dans le transport et l'élimination des déchets.

3.2.4. - Les réservoirs de produits polluants ou dangereux seront construits selon les règles de l'art.

Ils seront équipés de manière à ce que le niveau puisse être vérifié à tout moment. Toutes dispositions seront prises pour éviter les débordements en cours de remplissage.

Ils seront installés en respectant les règles de compatibilité dans des cuvettes de rétention étanches de capacité au moins égale à la plus grande des deux valeurs ci-après :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité globale des réservoirs contenus.

Sur chaque canalisation de remplissage et à proximité de l'orifice devront être mentionnées, de façon apparente, la capacité du réservoir qu'elle alimente et la nature du produit contenu dans le réservoir.

3.2.5. - Un plan de l'ensemble des égouts de l'usine, des circuits et réservoirs sera tenu à jour par l'industriel ; les divers réseaux étant repérés par des couleurs convenues.

3.2.6. - Récupération des eaux d'extinction d'un incendie :

Toute mesure devra être prise pour que les eaux d'extinction d'un éventuel incendie, susceptibles d'être contaminées par des produits polluants (peinture, vernis, produits halogénés etc...) ne puissent s'écouler directement vers le milieu naturel.

3.3 - Eaux vannes - eaux usées

Les eaux vannes des sanitaires, les eaux usées des lavabos et éventuellement des cantines seront collectées puis renvoyées dans un réseau public d'assainissement.

3.4 - Protection du réseau eau potable

3.4.1. - Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bac de disconnection ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes seront installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de produits non compatibles avec la potabilité de l'eau dans les réseaux d'eau potable.

3.5. Contrôle des rejets

3.5.1. - Toute pompe servant au prélèvement d'eau de nappe ou de surface sera munie d'un compteur volumétrique ou à défaut d'un compteur horaire totalisateur qui permettra de connaître la quantité d'eau prélevée ; ces compteurs seront relevés au moins une fois par an et les chiffres consignés sur un registre.

3.5.2. - Des dispositifs aisément accessibles et spécialement aménagés à cet effet devront permettre en des points judicieusement choisis des réseaux d'égouts et notamment aux points de rejet dans le réseau public d'assainissement, de procéder, à tout moment, à des mesures de débit et à des prélèvements de liquides.

3.5.3. - Sur chacun des points de rejet dans ce milieu naturel, ou à l'égout, l'exploitant constituera une fois par an, un échantillon moyen représentatif.

3.5.4. - Les échantillons ainsi constitués feront chacun l'objet, le plus tôt possible après leur prélèvement, des déterminations suivantes :

- pH
- résistivité
- M.E.S.
- D.C.O.
- D.B.O.5
- HC

L'inspecteur des installations classées pourra ajouter à cette liste d'autres paramètres.

Les déterminations pourront être effectuées dans le laboratoire de l'usine ou dans un laboratoire extérieur aux frais de l'exploitant.

Les résultats des déterminations seront adressés à l'inspecteur des installations classées.

3.5.5. - L'inspecteur des installations classées pourra en outre demander à l'exploitant de faire exécuter à ses frais, par un laboratoire indépendant, toutes mesures nécessaires au contrôle des rejets ou de leur incidence sur l'environnement.

4- Prévention du bruit

4.1. L'installation sera construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité.

Les prescriptions de l'arrêté du 20 août 1985 relatif aux bruits aériens émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement et de la circulaire n° 23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement pour les mêmes installations lui sont applicables.

4.2. Les véhicules et les engins de chantier, utilisés à l'intérieur de l'établissement, devront être conformes à la réglementation en vigueur en particulier aux exigences du décret n° 69-380 du 18 avril 1969 et des textes pris pour son application.

4.3. L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, hauts-parleurs, etc.) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

4.4. Le contrôle des niveaux acoustiques dans l'environnement se fera en se référant au tableau ci-après qui fixe les points de contrôle et les valeurs correspondantes des niveaux acoustiques limites admissibles.

EMPLACEMENT	TYPE DE ZONE	NIVEAU LIMITE EN DB (A)		
		JOUR	PERIODE INTERMEDIAIRE	NUIT
Limite de propriétés	zone d'activité industrielle	65	60	55

4.5. L'inspection des installations classées pourra demander que des contrôles de la situation acoustique soient effectués par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera soumis à son approbation. Les frais en seront supportés par l'exploitant. Une première campagne de mesure du niveau sonore en limite de propriété sera effectuée dès le remplacement de l'aéroréfrigérant et au plus tard avant le 31 décembre 1995.

5- Déchets :

5.1. L'exploitant devra éliminer ou faire éliminer les déchets produits par ses installations dans des conditions propres à assurer la protection de l'environnement.

Tous les déchets seront éliminés dans des installations régulièrement autorisées à cet effet au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement.

L'exploitant devra s'en assurer, veiller à ce que le procédé et la filière mis en oeuvre soient adaptés à ses déchets ou résidus, et pouvoir en justifier à tout moment.

5.2. L'élimination (par le producteur ou un sous-traitant) fera l'objet d'une comptabilité précise tenue en permanence à la disposition de l'inspecteur des installations classées. A cet effet, l'exploitant ouvrira un registre mentionnant pour chaque type de déchets :

- origine, composition, quantité,
- nom de l'entreprise chargée de l'enlèvement, date de l'enlèvement,
- destination précise des déchets : lieu et mode d'élimination finale.

Un état récapitulatif de ces données sera transmis trimestriellement à l'inspecteur des installations classées.

Les documents justificatifs de l'exécution de l'élimination des déchets seront annexés au registre prévu ci-dessus et tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

5.3. Dans l'attente de leur élimination, les déchets seront stockés dans des conditions assurant toute sécurité et ne présentant pas de risque de pollution. Cette disposition s'appliquera aux bennes à déchets métalliques au plus tard le 30 juin 1995.

Des mesures de protection contre la pluie, de prévention des envois seront prises si nécessaire.

Les stockages de déchets liquides seront munis d'une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir associé,
- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.

5.4. En cas d'enlèvement et de transport, l'exploitant s'assurera, lors du chargement, que les emballages ainsi que les modalités d'enlèvement sont de nature à assurer la protection de l'environnement et à respecter les réglementations spéciales en vigueur.

L'exploitant communiquera au transporteur toutes les informations qui sont nécessaires à ce dernier et fixera, le cas échéant, le cahier des charges de l'opération de transport (itinéraire, frêt complémentaire...).

6- Prévention des risques :

6.1. Toutes dispositions seront prises pour éviter les risques d'incendie et d'explosion.

6.2. L'établissement sera pourvu des moyens d'intervention et de secours appropriés aux risques.

6.3. Les locaux où sont utilisés des produits inflammables seront équipés d'exutoires de fumée et de chaleur, conformes aux dispositions, de l'article R 235-4.8 du code du travail.

6.4. Les équipements de sécurité et de contrôle, et les moyens d'intervention et de secours devront être maintenus en bon état de service et être vérifiés périodiquement.

Les résultats de ces vérifications seront portés sur un registre spécial tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

6.5. Un règlement général de sécurité fixant le comportement à observer dans l'établissement et traitant en particulier des conditions de circulation à l'intérieur de l'établissement, des précautions à observer en ce qui concerne les feux nus, du port du matériel de protection individuelle et de conduite à tenir en cas d'incendie ou d'accident sera remis à tous les membres du personnel ainsi qu'aux personnes admises à travailler dans l'établissement.

Il sera affiché ostensiblement à l'intérieur de l'établissement.

6.6. Des consignes générales de sécurité visant à assurer la sécurité des personnes et la protection des installations, à prévenir les accidents et à en limiter les conséquences seront tenues à la disposition du personnel intéressé dans les locaux ou emplacements concernés.

Elles spécifieront les principes généraux de sécurité à suivre concernant :

- les modes opératoires d'exploitation,**
- le matériel de protection collective ou individuelle et son utilisation,**
- les mesures à prendre en cas d'accident ou d'incendie.**

Elles énuméreront les opérations ou manoeuvres qui ne peuvent être exécutées qu'avec une autorisation spéciale.

6.7. Le personnel appelé à intervenir devra être entraîné périodiquement, à la mise en oeuvre des matériels d'incendie et de secours ainsi qu'à l'exécution des diverses tâches prévues sur le plan d'intervention interne.

Les dates et les thèmes de ces exercices ainsi que les observations auxquelles ils peuvent avoir donné lieu seront consignés sur le registre prévu à la condition 6.4. ci-dessus.

7- Installations électriques :

Les installations électriques devront être réalisées selon les règles de l'art. Elles seront entretenues en bon état. Elles seront périodiquement contrôlées (au moins une fois par an) par un technicien compétent. Les rapports de contrôle seront tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Les dispositions de l'arrêté ministériel du 31 mars 1980 (J.O. du 30 avril 1980) portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation des installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion sont applicables aux installations dans lesquelles une atmosphère explosive est susceptible d'apparaître.

8 - Protection contre la foudre :

Avant le 1er janvier 1999, l'établissement devra être protégé contre la foudre, conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 28 janvier 1993, concernant la protection contre la foudre de certaines installations classées.

9- Appareils à pression :

Tous les appareils à pression en service dans l'établissement devront satisfaire aux prescriptions du décret du 2 avril 1926 modifié sur les appareils à vapeur et du décret du 18 janvier 1943 modifié sur les appareils à pression de gaz.

10- Incidents ou accidents :

Tout incident ou accident ayant compromis la sécurité de l'établissement ou du voisinage ou la qualité des eaux devra être consigné sur le registre prévu à la condition 6.4. ci-dessus.

L'exploitant devra déclarer dans les meilleurs délais à l'inspecteur des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement des installations qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976.

11 - Démantèlement

En cas d'arrêt total ou partiel d'une installation, l'exploitant informera préalablement l'inspecteur des installations classées de cette perspective et lui exposera les dispositions qu'il envisage afin de remettre le site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976 susvisée.

ARTICLE 3 : Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 4 : A chaque changement d'exploitant, le successeur devra faire la déclaration du changement à la préfecture dans le mois qui suivra la prise de possession.

ARTICLE 5 : Les récépissés de déclaration des 19 novembre 1969, 27 janvier 1970, 21 décembre 1973 et 18 novembre 1980 susvisés sont abrogés.

.../...

ARTICLE 6 : Ampliation du présent arrêté sera notifiée à M. le directeur de la société Moteurs LEROY-SOMER.

Un extrait énumérant les prescriptions auxquelles l'installation est soumise sera affiché à la mairie de GOND-PONTOUVRE pendant une durée minimum d'un mois.

Un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du député-maire.

Le même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'installation, par les soins de la société Moteurs LEROY-SOMER.

Un avis sera inséré par les soins du préfet de la Charente et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif :

1°) par le demandeur ou l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de la notification de l'arrêté ;

2°) par les tiers dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage dudit acte.

ARTICLE 7 : Le secrétaire général de la préfecture, le député-maire de GOND-PONTOUVRE, le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement et l'inspecteur des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation sera adressée aux conseils municipaux d'ANGOULEME, CHAMPNIERS, L'ISLE D'ESPAGNAC, RUELLE-SUR-TOUVRE, SAINT-YRIEIX-SUR-CHARENTE et SOYAUX.

ANGOULEME, LE 10 JAN. 1995
P/LE PREFET,
LE SECRETAIRE GENERAL,

Philippe PAOLANTONI